

# **LA GUERRE DE STALINE CONTRE LE JAPON**

**L'opération offensive stratégique  
de l'Armée rouge en  
Mandchourie, 1945**

## **Chapitre 8 :**

### **« La situation de guerre n'a pas nécessairement évolué à l'avantage du Japon »**

« Le 15 août, le commandant et tout le personnel du quartier général de l'armée de zone entendirent la diffusion du rescrit impérial annonçant la fin des hostilités. Ils étaient si stupéfaits qu'ils restèrent muets, pleurant amèrement à la pensée que leur négligence dans le devoir de sujets de l'Empereur avait causé une défaite pour laquelle ils méritaient justement la mort. »

Le 15 août, les forces mécanisées des trois fronts soviétiques se déplaçaient de la périphérie vers la plaine de Mandchourie et, bien qu'en nombre beaucoup plus faible, vers le nord de la Corée. La deuxième phase de l'opération, comme l'a dit Vnotchenko, était en cours. En termes opérationnels, les événements avaient évolué extrêmement rapidement depuis le 9 août.

On pourrait dire qu'il en a été de même au niveau stratégique, politique. Le Conseil suprême de guerre du Japon, composé de six membres (les « Big Six »), un cabinet interne et de fait le bras exécutif du gouvernement depuis le 5 mai 1945, avait, au moment de sa formation, adopté une politique visant à mettre fin à la guerre par le biais d'un règlement négocié sous médiation soviétique, sans aboutir à une reddition inconditionnelle. Afin de persuader Staline d'agir en tant que médiateur, le Japon était prêt à offrir des concessions à l'Union soviétique en Mandchourie, le sud de Sakhaline, en Corée, et le nord des Kouriles. Comme l'affirme Hasegawa, étant donné qu'il y avait des frictions croissantes entre l'Union soviétique et les Alliés occidentaux au sujet des territoires occupés par l'Armée rouge en Europe de l'Est, en particulier en Pologne, cette politique n'était pas « totalement irréaliste ».6 Cependant, elle dépendait évidemment de la neutralité soviétique ; comme l'un des premiers documents que les « Six Grands » avaient rédigés en mai : « L'entrée en guerre de l'Union soviétique portera un coup mortel à l'Empire. »

Maintenant, en août, ce « coup mortel » avait été dûment porté, la politique était tombée dans la poussière et le Conseil suprême de la guerre, en fait le Japon, avait un choix difficile : se battre jusqu'à la mort, ce qui signifiait probablement « une pluie de ruines du ciel », suivie d'une occupation militaire (probablement par les États-Unis et l'Union soviétique), avec la perspective distincte d'une extinction nationale – ou accepter les termes de la Proclamation de Potsdam. Au moins avec ce dernier, la préservation du Japon en tant que régime politique national a été esquissée, mais le statut futur de l'empereur et du système impérial ne l'a pas été.

Le Conseil suprême de guerre se réunit à 11h00 (heure de Tokyo) le 9 août pour discuter de l'entrée en guerre des Soviétiques. Les machinations en coulisses n'ont pas à nous préoccuper ici ; il suffit de dire que Hasegawa fournit des preuves convaincantes que c'est l'attaque soviétique, plutôt que la bombe d'Hiroshima, qui a convaincu beaucoup (mais pas tous) les dirigeants que l'acceptation de la Proclamation de Potsdam était la seule issue. Le Premier ministre, l'amiral Suzuki, a ouvert la réunion en proposant que, compte tenu à la fois de la bombe atomique et de l'entrée en guerre des Soviétiques, il n'y avait guère d'autre choix que d'accepter les conditions proposées. Cela a été accueilli par ce qui a été décrit comme « un silence oppressant » qui a duré plusieurs minutes jusqu'à ce qu'il soit rompu par l'amiral Yonai, le ministre de la Marine. Il soutenait que les conditions de Potsdam pouvaient être acceptées telles quelles ou assorties de conditions, ces dernières étant centrées sur la préservation de la maison impériale, mais englobant également la manière dont les crimes de guerre étaient traités (auto-poursuite japonaise), le désarmement (auto-désarmement) et l'occupation (pas d'occupation).

Le général Anami, le ministre de l'Armée, s'est totalement opposé à l'idée. Il a fait valoir qu'on ne savait pas si les Américains continueraient à utiliser des armes atomiques et que la

situation militaire au Mandchoukouo n'était pas claire. Le Japon devrait continuer à se battre. On pourrait raisonnablement penser que la nouvelle du bombardement atomique de Nagasaki à 11h02, qui est parvenue à la réunion 30 minutes après l'événement, aurait quelque peu affaibli son cas. Apparemment, ce n'était pas le cas ; la bombe de Nagasaki aurait « eu peu d'impact sur le fond de la discussion ». Cela pourrait être dû à la dévastation continue des zones urbaines du Japon par des attaques incendiaires. Comme l'a dit plus tard une autorité en la matière : « Que les villes japonaises brûlent n'était pas un secret. »

Le ministre des Affaires étrangères Togo, conscient que lui-même, lui et l'ensemble du peuple japonais se trouvaient « à la croisée des chemins du destin » avant l'attaque soviétique ou les bombardements atomiques, plaida pour l'acceptation des conditions telles qu'elles étaient énoncées dans la Proclamation de Potsdam. Il n'accorde qu'une condition : la garantie de la position de l'Empereur. Aller au-delà, a-t-il soutenu, équivaldrait à un rejet, avec tout ce que cela implique. En effet, il demanda directement aux chefs d'état-major, le général Umezu et l'amiral Toyoda, à quoi se résumaient les perspectives du Japon si les Américains rejetaient les conditions du Japon. Ils devaient admettre que la victoire n'était plus probable, mais qu'il serait possible de repousser toute invasion de la patrie. Y parvenir nuirait au moral des Américains, qui accepteraient alors des conditions favorables au Japon. Umezu et Toyoda accepteraient cependant la Proclamation avec les quatre conditions décrites par Yonai. Le Togo a continué de plaider sa cause ; lorsque la réunion a été levée à 13h00, le désaccord ne portait plus sur l'acceptation ou non des termes de la Proclamation de Potsdam, mais sur la question de savoir si une telle acceptation devait être assortie de quatre conditions ou d'une seule. Étant donné que le fait d'assortir quatre conditions à une offre d'acceptation supposée revenait en fait à choisir de continuer à se battre, alors rien n'avait été résolu.

Les délibérations du Conseil suprême de guerre étaient secrètes, ou le faisaient ostensiblement. À cette occasion, cependant, ils ont été diffusés, amenant ceux qui prônaient la paix ou la guerre à se rassembler derrière leurs dirigeants respectifs. La situation était extrêmement explosive, en particulier compte tenu de la tradition politique japonaise d'assassiner ceux qui étaient perçus comme insuffisamment patriotes.

Encore une fois, les diverses intrigues et les manœuvres en coulisses vis-à-vis des faucons et des colombes seront passées en revue, mais en fin de compte, il n'y avait qu'une seule personne qui pouvait résoudre l'impasse : l'empereur Hirohito lui-même. Les prérogatives de l'Empereur étaient cependant sévèrement limitées dans la pratique, entre autres, par l'inertie bureaucratique du système et la complexité même du processus décisionnel gouvernemental, avec son conflit permanent entre les points de vue civilo-militaire et naval-militaire. Hirohito, de concert avec son plus proche conseiller Kido Koichi, « l'une des éminences les plus grises de la politique Showa jusqu'en 1945 », était devenu convaincu de la nécessité de la paix à presque n'importe quel prix. Cependant, cela ne pouvait pas être déclaré ouvertement ; il y avait une possibilité très réelle d'un coup d'État de la part d'officiers subalternes de l'armée s'ils percevaient des signes de « faiblesse » parmi les dirigeants qui « conseillaient » l'Empereur.

À la suite d'une réunion plénière du cabinet cet après-midi-là, au cours de laquelle le général Anami a révélé que les services de renseignement de l'armée avaient vérifié que les Américains possédaient une centaine de bombes atomiques et que la prochaine cible était Tokyo, Le Premier ministre Suzuki s'est rendu au Palais impérial pour faire rapport de ses résultats non concluants à Kido. Ce dernier a informé Suzuki que l'Empereur avait consenti à tenir une conférence impériale cette nuit-là qui, selon Hasegawa, c'était la première fois que le Premier ministre recevait un signal clair que Hirohito soutenait l'acceptation « à une condition » de la Proclamation de Potsdam.

La conférence qui suivit, selon le journal de Kido, « eut lieu en présence de Sa Majesté dans la salle attenante à la bibliothèque de [11 h 50 le 9 août à 2 h 20 le 10 août] ». Parmi les participants figuraient les six membres du Conseil suprême de guerre, ainsi que le baron Hiranuma Kiichiro (président du conseil privé), le général Hasunuma Shigeru (aide de camp en chef de l'empereur) et quatre hauts fonctionnaires. Comme on le sait, elle s'est terminée avec Hirohito énonçant sa «

décision sacrée » vers 02h00 : il soutenait l'acceptation de la Proclamation de Potsdam à une seule condition.

Celle-ci a été rapidement traduite sous forme de document et envoyée au ministre japonais en Suisse, qui a ensuite demandé au Département politique suisse d'informer le gouvernement des États-Unis d'Amérique de son contenu par l'intermédiaire de Max Grassli, le *chargé d'affaires par intérim* basé à la légation suisse à Washington DC. Le dispositif indiquait que :

*« Le gouvernement japonais est prêt à accepter les conditions énumérées dans la déclaration commune qui a été publiée à Potsdam... étant entendu que ladite déclaration ne comporte aucune exigence qui porte atteinte aux prérogatives de Sa Majesté en tant que souverain. »*

Ce message indiquait clairement que la fin de la guerre était au moins en vue. Alors que le gouvernement américain réfléchissait à sa réponse, le secrétaire d'État James Byrnes s'est tourné vers l'avenir. Il chargea un comité, qui avait été mis en place en 1944 pour traiter des questions d'après-guerre, de formuler un plan pour une occupation conjointe soviéto-américaine de la Corée. Dans une décision qui allait s'avérer d'une certaine importance, dans la nuit du 10 août, la tâche fut déléguée à deux colonels de l'armée, Charles H. Bonesteel et Dean Rusk. Il y a deux versions de ce qui s'est passé, toutes deux par Rusk. Son deuxième récit l'exprime ainsi :

*« À l'aide d'une carte du National Geographic, nous avons cherché une ligne de démarcation pratique juste au nord de Séoul, mais nous n'avons pas pu trouver de ligne géographique naturelle. Nous avons vu à la place le trente-huitième parallèle et avons décidé de le recommander. »*

La Corée a longtemps été une zone d'intérêt et une source de conflit potentiel entre le Japon et la Russie impériale. En 1896 et 1903, ils s'étaient engagés dans des négociations secrètes sur la division de la péninsule, par coïncidence le long des 38e ou 39e parallèles. L'intérêt russe à cette époque était principalement centré sur l'obtention de ports libres de glace, et si le système politique russe avait changé depuis lors, la situation géostratégique n'avait pas changé. Les Américains l'ont reconnu. Un document du Département d'État d'octobre 1943 offrait l'analyse suivante :

*« La Corée peut sembler offrir une opportunité tentante... renforcer énormément les ressources économiques de l'Extrême-Orient soviétique, acquérir des ports libres de glace et occuper une position stratégique dominante par rapport à la Chine et au Japon... Une occupation soviétique de la Corée créerait une situation stratégique entièrement nouvelle en Extrême-Orient, et ses répercussions en Chine et au Japon pourraient être considérables. »*

Le plan de Rusk et Bonesteel a franchi la chaîne de commandement pour en sortir indemne. Le 14 août, il fut signé par Truman dans le cadre de l'ordre général n° 1, dont la partie pertinente stipulait que les forces japonaises au nord du parallèle se rendraient aux Soviétiques, tandis que celles au sud le feraient face aux Américains. L'ordre général fut promulgué le 15 août, une copie étant envoyée à Staline. qui répondit le lendemain : « Je n'ai rien contre la substance de l'ordre. » Rusk se souvint plus tard de sa surprise que les Soviétiques aient accepté le 38e parallèle, étant donné qu'il y avait peu ou pas de chance que des forces américaines débarquent sur la péninsule coréenne à ce moment-là : « Je pensais qu'ils pourraient insister sur une ligne plus au sud compte tenu de nos positions militaires respectives dans la région. » Cependant, dans ce que la plupart des chercheurs ont, à juste titre, décrit comme une tentative d'obtenir une générosité réciproque de la part de Truman, Staline a suggéré que l'ordre soit modifié de manière à inclure « la moitié nord de l'île d'Hokkaido [...] dans la région de la reddition... aux forces soviétiques ». Cette partie nord, a-t-il déclaré, devrait être délimitée par une ligne tracée « de la ville de Kushiro sur la côte orientale . . . à la ville de Rumoe (Rumoi) sur la côte ouest . . . », les deux villes étant incluses dans la zone d'occupation. Il a poursuivi en soulignant que « l'opinion publique russe serait gravement offensée » si les troupes russes n'avaient pas de zone d'occupation dans le « Japon proprement dit ». Il nota également que l'ordre ne faisait aucune mention des Kouriles et demanda que ceux-ci soient inclus dans la zone où les forces soviétiques prendraient la reddition japonaise.

La zone où les forces soviétiques prendraient la capitulation japonaise. L'«opinion publique» russe était, bien sûr, ce que Staline disait, mais sa suggestion était parfaitement logique dans le contexte géostratégique. La possession du nord d'Hokkaido « ancrerait » la chaîne des Kouriles, renforçant ainsi la sécurité des lignes de communication maritimes soviétiques entre Vladivostok et

le Pacifique. Pour qu'elle soit efficace, cependant, une telle possession devrait être permanente ou, du moins, à très long terme, car le dictateur soviétique a perçu un Japon revigoré dans un avenir prévisible.



Stalin's territorial ambition, showing his proposed occupation zone in northern Hokkaido.

À cette occasion, cependant, l'habileté politique de Staline lui fit défaut. À part être d'accord en ce qui concerne les Kouriles et de modifier l'ordre à cet effet, Truman n'en avait rien à faire. Le président répondit que « c'est mon intention et des dispositions ont été prises pour la reddition des forces japonaises sur toutes les îles du Japon proprement dites, Hokkaido, Honshu, Shikoku et Kyushu, au général MacArthur ». Ce dernier, informa-t-il à Staline, « emploiera des forces symboliques Alliées, ce qui, bien sûr, inclut les forces soviétiques, dans une occupation temporaire du Japon proprement dit qu'il juge nécessaire d'occuper afin d'accomplir nos conditions de reddition Alliées ».

Les discussions au sein de l'administration Truman sur la façon de répondre à la suggestion de Staline n'ont pas été enregistrées ou, si elles l'ont été, n'ont pas survécu. Que la formulation de la réponse ait été examinée avec le plus grand soin est cependant évident : il est peu probable que le dirigeant soviétique ait manqué l'implication derrière les mots « occupation temporaire », par exemple. Cet épisode était, bien sûr, emblématique d'une série de divergences profondes qui émergeaient entre les États-Unis et l'URSS, et qui atteindraient leur apogée plus tard. Cependant, si des fissures apparaissaient dans l'alliance en temps de guerre, elles n'étaient rien comparées à celles qui fracturaient le régime japonais. Il faut revenir un peu en arrière.

Alors qu'ils attendaient la réponse des Américains et des Alliés à leur message du 10 août, des escarmouches préliminaires dans ce que Hasegawa a appelé la « bataille pour les phonographes » ont commencé. Même sans savoir quelle pourrait être la réponse, Kido avait conclu le 11 août que le seul moyen efficace d'imposer la reddition, certainement à des sections de l'armée japonaise, était que l'Empereur lui-même le commande directement via un rescrit impérial largement diffusé. Hirohito a accepté d'enregistrer une telle commande, reprenant essentiellement la « décision sacrée » qu'il avait prise à la Conférence impériale, sur un disque phonographique qui serait ensuite diffusé sur les ondes par la Japan Broadcasting Corporation. Cela a été, bien sûr, gardé secret ; le fait que le Japon ait même accepté sous condition la Proclamation de Potsdam était un anathème, en particulier pour les officiers de l'armée impériale purs et durs.

La réponse officielle des États-Unis, connue sous le nom de Note Byrnes en raison de la signature qu'elle portait, arriva en début d'après-midi le 12 août. En ce qui concerne les « prérogatives » de l'Empereur, elle avait ceci à dire :

*« À partir du moment de la capitulation, l'autorité de l'Empereur et du gouvernement japonais de gouverner l'État sera soumise au Commandant suprême des puissances alliées, qui prendra les mesures qu'il jugera appropriées pour exécuter les conditions de la reddition. [ . . . ] La forme finale de gouvernement du Japon, conformément à la Proclamation de Potsdam, sera établie par la volonté librement exprimée du peuple japonais. »*

Le ministre des Affaires étrangères Togo, son adjoint Matsumoto Shunichi et le secrétaire général du cabinet (en fait le vice-premier ministre) Sakomizu Hisatsune ont été les premiers à l'examiner. Il était évident qu'il n'abordait pas les préoccupations concernant le statut de l'empereur. Il était tout aussi évident pour eux que le Japon n'avait pas d'autre choix que de l'accepter tel quel ou de continuer à se battre, bien qu'il y ait une troisième possibilité : alors que le gouvernement, et même l'empereur, pouvaient ordonner une reddition, les forces armées, en particulier l'armée, pourraient ne pas accepter cet ordre. C'était une possibilité très réelle. Le général Anami estima que la note Byrnes était inacceptable, et l'état-major de l'armée rédigea un document à présenter au Conseil suprême de guerre. Celui-ci soutenait que les conditions de la note devaient être résolument rejetées et que la guerre devait continuer « même au risque de l'extinction de l'empire ».

Certains dans l'armée, en particulier au niveau des officiers subalternes, avaient une idée différente sur la façon de contrecarrer l'acceptation, et des plans pour un coup d'État militaire ont été mis en place. Menés par des officiers d'état-major, les principaux protagonistes étaient le colonel Arao Okikatsu, le lieutenant-colonel Shiizaki Jiro, le lieutenant-colonel Takeshita Masahiko, le lieutenant-colonel Ida Masataka et le major Hatanaka Kenji, tous basés au ministère de l'armée. Leur objectif fondamental était d'isoler l'empereur de ses conseillers indignes et perfides, après quoi le monarque accepterait de continuer la guerre. Du 12 au 14 août, les comploteurs tentèrent de rassembler des soutiens, tentant même de recruter Anami, qui était le beau-frère de Takeshita, dans leur cercle. La position du ministre de la Guerre était ambiguë : il n'approuvait ni ne dénonçait le complot à l'époque.

Les Américains étaient impatients. Dans la matinée du 14 août, des B-29 survolèrent Tokyo et larguèrent des tracts contenant le texte du message du 10 août acceptant la Proclamation de Potsdam avec sa seule condition et la réponse, la note Byrnes. Kido, considérant que cela pourrait bien servir d'incitation à l'armée pour renverser le gouvernement, proposa à Hirohito la convocation d'une conférence combinée du Conseil suprême de guerre et du cabinet, pour réitérer et faire respecter la décision d'acceptation. L'Empereur est d'accord.

L'insurrection naissante prit son ampleur et se transforma en « bataille des phonographes » après que Hirohito eut enregistré sa décision d'accepter la note Byrnes et d'ordonner ainsi la reddition du Japon. Ce processus a commencé à 23h00 le 14 août et s'est achevé peu avant minuit. Deux disques identiques contenant le discours de l'Empereur, le « Rescrit impérial sur la fin de la guerre de l'Asie orientale élargie », ont été fabriqués et placés dans un coffre-fort du bureau de l'impératrice. Peu de temps avant, et après que tous les membres du Conseil suprême de guerre et du cabinet convoqués à la hâte, y compris Anami, aient signé une copie du texte, des télégrammes furent envoyés aux diplomates japonais dans les États neutres pour être transmis aux Alliés pour les informer de la volonté du Japon de se rendre.

Le *coup d'État* a commencé peu de temps après. Hatanaka tue le commandant de la Garde impériale, le lieutenant-général Mori Takeshi, pour avoir refusé son soutien, puis falsifie la signature du mort sur ordre à la Garde d'occuper et d'isoler le palais impérial. C'est ce qu'ils ont fait, permettant aux dirigeants du coup d'État d'entrer dans le complexe vers 01h00 et de commencer à chercher les phonographes et le Kido. Leur intention était, bien sûr, de détruire les deux. Ils n'ont trouvé ni l'un ni l'autre. Que l'ordre donné à la Garde impériale avait été forgé par la presse a été rapidement révélé, et il est rapidement devenu évident que le complot était voué à l'échec de l'échec de tous les officiers supérieurs, surtout d'Anami, à le soutenir. Ce dernier avait informé son beau-frère Takeshita, qui l'avait rencontré à 1h30 dans l'espoir d'obtenir son aide, que

« En tant que soldat japonais, je dois obéir à mon empereur ». Cette déférence avait pris la forme d'un ordre donné aux chefs de l'armée d'obéir également. Vers 5 h 30, après avoir écrit une note énigmatique, Anami s'est suicidé rituellement. La « bataille des phonographes » avait été perdue ; Le coup d'État avait échoué.

C'est ainsi qu'à midi, le 15 août 1945, la voix de l'Empereur fut entendue pour la première fois par l'écrasante majorité des Japonais lorsque l'un des disques fut diffusé par la chaîne d'État. On dit que bien que la quasi-totalité de la population ait écouté, beaucoup ne l'ont pas pleinement compris en raison du langage archaïque et formel utilisé. Il y avait une tentative de justification, par exemple l'affirmation que le Japon était entré en guerre pour tenter d'assurer la « stabilisation de l'Asie de l'Est » et qu'il avait été « loin de notre idée d'empiéter sur la souveraineté d'autres nations ou de nous lancer dans l'agrandissement territorial ». Le terme « reddition » n'a été utilisé à aucun moment. En effet, l'ensemble du discours était un chef-d'œuvre d'euphémisme, peut-être en particulier la phrase selon laquelle « la situation de guerre s'est développée pas nécessairement à l'avantage du Japon alors que les tendances générales du monde se sont toutes retournées contre son intérêt ».

Il était 18h00 à Washington lorsque Grassli apporta le message de reddition du Japon à Byrnes, bien que le secrétaire d'État sache déjà ce qu'il contenait grâce aux capacités américaines à lire les communications japonaises. Une heure plus tard, le président Truman tint une conférence de presse dans son bureau. Il se leva et annonça à l'assemblée le message qu'il avait reçu et qu'il considérait qu'il s'agissait d'une « acceptation pleine et entière de la Déclaration de Potsdam qui spécifie la capitulation inconditionnelle du Japon... il n'y a pas de qualification ». Il poursuivit en déclarant que des dispositions étaient prises pour la signature officielle des termes de la reddition, que ceux-ci seraient reçus par le général Douglas MacArthur, qui avait été nommé commandant suprême des Alliés, et que « Entre-temps, les forces armées alliées ont reçu l'ordre de suspendre toute action offensive ». Il écrivit plus tard dans ses mémoires, après avoir cité son discours : que « les armes ont été réduites au silence. La guerre était finie.

Mais la guerre n'était pas terminée et les canons étaient loin d'être silencieux, en ce qui concernait l'Armée rouge et les forces japonaises qui lui faisaient face. La déclaration soviétique était dans une veine totalement différente :

*« l'annonce faite par l'empereur du Japon [...] n'est qu'une déclaration générale de reddition inconditionnelle. L'ordre de cesser les hostilités n'a pas encore été donné et les forces armées japonaises continuent de résister. Par conséquent, leur reddition effective n'a pas encore eu lieu. Elles ne peuvent qu'être considérées comme ayant capitulé lorsque l'empereur japonais leur ordonne de cesser les hostilités, cet ordre est exécuté dans la pratique, et ils déposent les armes. Dans ce contexte, les forces armées de l'Union soviétique en Extrême-Orient poursuivront leurs opérations offensives contre le Japon. »*

Non seulement les opérations se poursuivraient, mais elles s'intensifieraient. Le colonel général Issa Pliyev, commandant le groupe de cavalerie mécanisée soviéto-mongole, qui avait traversé le désert de Gobi et avancé plus loin que toute autre formation, a enregistré l'effet pratique de la déclaration. Le maréchal Rodion Malinovsky a donné des directives aux forces du Front transbaïkal le 15 août, ordonnant que l'assaut contre l'ennemi soit intensifié afin de « prendre le contrôle des points opérationnels et stratégiques dans les plus brefs délais ». Cette période, au cours de laquelle le groupe de Pliyev devrait avancer d'environ 300 km à travers un terrain montagneux et probablement livrer plusieurs batailles, était fixé au 18 août.